

ACCORD-CADRE

TRAVAUX DE SOL SOUPLE, PEINTURE ET PROTECTION MURALE SUR BATIMENTS POUR L'EPSM GEORGES DAUMEZON

Consultation n° TRVX-2025-08

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

PROCEDURE ADAPTEE

Articles L2123-1 et R 2123-1 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - LES PARTIES EN PRESENCE ET INTERVENANTS	4
1.1 AUTORITE CONTRACTANTE ET MAITRISE D'OUVRAGE	
1.2 TITULAIRE DU MARCHÉ	
1.3 MAITRISE D'ŒUVRE	
1.4 CONTRÔLE TECHNIQUE	
1.5 COORDONNEUR SPS	
1.6 COMPTABLE ASSIGANTAIRE	
ARTICLE 2- OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3 - FORME ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	5
3.1 PROCÉDURE DE PASSATION	
3.2 ALLOTISSEMENT	
3.3 FORME DU MARCHÉ	
ARTICLE 4 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 5 - MODALITÉ D'ATTRIBUTION DES COMMANDES/MARCHES SUBSÉQUENTS	6
5.1 PRESTATION A	
5.2 PRESTATION B	
ARTICLE 6 - GÉNÉRALITÉS POUR TRAVAUX	8
6.1 CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	
ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE : INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	9
7.1 OBJET DE L'INSERTION	
7.2 LES PERSONNES ÉLIGIBLES À LA CLAUSE D'INSERTION	
7.3 LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE SOCIALE	
7.4 LE CONTRÔLE DE L'ACTION D'INSERTION	
ARTICLE 8 - PIÈCES INITIALES ET D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	10
8.1 PIÈCES CONTRACTUELLES INITIALES	
8.2 PIÈCES CONTRACTUELLES POSTÉRIEURES À LA CONCLUSION DU MARCHÉ	
8.3 PIÈCES À DELIVRER AU TITULAIRE	
8.4 NANTISSEMENT – CÉSSION DE CRÉANCE	
ARTICLE 9 – OBLIGATION DU TITULAIRE	11
9.1 CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ	
9.2 CONTRAINTES DE TRAVAIL EN SITE OCCUPÉ	
ARTICLE 10 – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	11
ARTICLE 11 – PRESTATIONS SIMILAIRES	12
ARTICLE 12 - PRIX DU MARCHÉ	12
12.1 CONTENU DU PRIX	
12.2 CARACTÉRISTIQUES DES PRIX	
12.3 MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX	
ARTICLE 13 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	15
13.1 AVANCE	

ARTICLE 14 - DELAI DE PAIEMENT - REGLEMENT DES COMPTES	16
14.1 DELAI DE PAIEMENT	
14.2 REGLEMENT DES COMPTES	
14.3 ETABLISSEMENT DES DEMANDES DE PAIEMENT	
14.4 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	
ARTICLE 15 – CONDITION D’EXÉCUTION DU MARCHÉ	17
15.1 PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	
15.2 ETUDES D’EXECUTION	
15.3 INSTALLATION ET ORGANISATION DE CHANTIER	
15.4 DISPOSITIONS PARTICULIERE A L’ACHEVEMENT DU CHANTIER	
15.5 RECEPTION DES TRAVAUX	
ARTICLE 16 - DELAI DE GARANTIE	19
16.1 PARFAIT ACHEVEMENT	
16.2 GARANTIE DECENNALE	
16.3 DELAIS DE REPRISE ET REPARATION	
ARTICLE 17 - PENALITES	20
17.1 PENALITES DE RETARD	
17.2 AUTRES PENALITES SPECIFIQUES	
ARTICLE 18 – RESILIATION	22
ARTICLE 19- DIFFERENDS ET LITIGES	22
ARTICLE 20 – DEROGATION AU CCAG TRAVAUX	232

ARTICLE 1 – LES PARTIES EN PRESENCE ET INTERVENANTS

1.1 – AUTORITE CONTRACTANTE ET MAITRISE D'OUVRAGE

Le pouvoir adjudicateur, maître d'ouvrage : Etablissement Public de Santé Mentale Georges DAUMEZON
1 route de Chanteau
45400 Fleury les Aubrais

Il est représenté par son Directeur, ci-après désigné : « le maître d'ouvrage », « le pouvoir adjudicateur »

1.2 – TITULAIRE(S) DU MARCHE

Le(s) titulaire(s) du marché est/sont les opérateurs économiques qui conclu(en)t le marché avec l'Etablissement Public de Santé Mentale Georges DAUMEZON

Ci-après désigné : « le(s) titulaire(s) », « le (s) « attributaire(s) » ou « l'entrepreneur »

1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par le maître d'ouvrage ou par son délégué, le bureau d'études.

1.4 - CONTROLE TECHNIQUE

En fonction des travaux à réaliser et leur complexité, un contrôleur technique sera désigné par le maître d'ouvrage. Les entreprises devront fournir, avant toute exécution, les études, notes de calculs, plan d'exécution des ouvrages en vue de leur vérification. Elles devront se conformer aux prescriptions du contrôleur technique. Le maître d'ouvrage communiquera le nom de l'entreprise missionnée et ses coordonnées.

1.5 – COORDONNATEUR SPS

Conformément à la réglementation résultant du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de protection de la santé et à l'article L 235-3 du Code du travail, une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs sera assurée si nécessaire (en fonction des travaux à réaliser, leur complexité et leur durée) dans le cadre des opérations.

La mission SPS relèvera, le cas échéant, du plan de prévention de l'EPSM ou sera assurée par un coordinateur désigné par le maître d'ouvrage.

Le bon de commande adressé au Titulaire précisera le nom du coordonnateur et le niveau de coordination.

1.6 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Monsieur le Comptable de la Trésorerie Hospitalière Départementale
9 avenue du Président John Kennedy
CS 30043
45077 ORLEANS CEDEX 2
Tél : 02 38 25 22 00

ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de travaux sur les bâtiments et voiries, tels que détaillés comme suit :

- **Prestation A** : Travaux de sol souple, peinture et protection murale à caractère urgent (Commande d'un montant inférieur à 15 000 € HT)
- **Prestation B** : Travaux de sol souple, peinture et protection murale nécessitant une expertise technique du maître d'ouvrage (Commande d'un montant égal ou supérieur à 15 000 €)

Les prestations / travaux A et B seront exécutées :

- sur le site de l'EPSM G. DAUMEZON sis 1 route de Chanteau 45400 Fleury-les Aubrais,

- sur d'autres sites appartenant à l'EPSM G. DAUMEZON situés dans le Loiret. Les sites et leur adresse susceptibles d'être concernés par les travaux sont indiqués dans l'annexe 1 au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). La liste des sites est donnée à titre indicative. Les travaux et prestations pourront être exécutés sur d'autres sites sans que l'attributaire puisse réclamer une quelconque contrepartie et indemnisation.

Les prestations / travaux qui relèvent de l'un des cas suivants sont exclues du présent accord-cadre et ne pourront pas être confiées aux titulaires de celui-ci :

- Travaux relatifs à l'exécution d'un contrat global en application de l'article L 2171-1 du Code de la commande publique (marché de conception-réalisation, marché global de performance)
- Les opérations de travaux d'un montant supérieur à 250 000 € HT

Le détail des prestations / travaux est mentionné au CCTP, et dans le bordereau de prix unitaires correspondant. Pour les prestations B, lors de la remise en concurrence, le dossier de la consultation comprendra des pièces techniques particulières à l'objet de la prestation B envisagée.

ARTICLE 3 – FORME ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 - PROCEDURE DE PASSATION

La consultation est lancée selon la procédure adaptée conformément aux articles L 2123-1 et R 2123-1 du Code de la commande publique.

3.2 - ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloté

3.3 - FORME DU MARCHÉ

En application des L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, les prestations feront l'objet d'un accord-cadre multi-attributaire conclu avec trois (3) titulaires maximum (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats). Si le nombre d'opérateur économique est inférieur à 3, l'accord-cadre pourra être attribué à deux voir un titulaire.

Il s'agit d'un marché exécuté soit par l'émission de bons de commande (au titre de la prestation A), soit par l'établissement de marchés subséquents (au titre de la prestation B).

L'accord-cadre est passé sans minimum et avec un montant maximum, pour toute la durée de l'accord-cadre (périodes de reconduction comprises) comme suit :

N° de lot	Libellé	Montant minimum €HT	Montant maximum € HT (sur toute la durée du marché)
4	Sol souple, peinture, protection murale	-	350 000 € HT

ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu de la date de notification jusqu'au 24 mai 2025, reconductible, par tacite reconduction, une fois un an soit jusqu'au 24 mai 2027.

En application de l'article R 2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne pourra refuser la reconduction de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas reconduire l'accord-cadre à sa date anniversaire :

- Après avoir informé le titulaire par courrier adressé par lettre recommandée avec accusé réception, deux mois avant chaque date anniversaire de l'accord-cadre

- Sans tort de l'entreprise qui ne pourra prétendre à aucune indemnité

La notification de l'accord-cadre au titulaire s'effectue via la plateforme dématérialisée « PLACE ».

Les commandes pourront être adressées dès la notification de l'accord-cadre et jusqu'au dernier jour de sa validité. En tout état de cause, les bons de commande (et les ordres de service) passés dans le délai de validité de l'accord-cadre pourront être exécutés postérieurement au terme de validité de l'accord-cadre, sans excéder toutefois six (6) mois après son terme.

ARTICLE 5 - MODALITES D'ATTRIBUTION DES COMMANDES / MARCHES SUBSEQUENTS

Les titulaires de l'accord-cadre sont classés en rang 1, rang 2 et rang 3 à l'issue de l'analyse des offres. Le rang 1 correspond au titulaire dont l'offre a été classée en première position c'est-à-dire qu'elle a obtenu la meilleure note après application des critères d'analyse et, ainsi de suite, pour les rangs suivants.

5.1 PRESTATION A

Travaux de sol souple, peinture et protection murale à caractère urgent pour les commandes d'un montant inférieur à 15 000 € HT (conditions cumulatives sur l'objet et le montant).

Le présent accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, lors de la survenance du besoin. Chaque bon de commande sera précédé d'une demande de devis adressée par le maître d'ouvrage au Titulaire conformément aux modalités décrites ci-après.

Les demandes de devis sont adressées selon la méthode dite « en cascade » consistant à faire appel en priorité au titulaire de rang 1, sans remise en concurrence des titulaires.

Le maître d'ouvrage adressera, par courriel, une demande de devis au titulaire. Avant de transmettre son devis, le titulaire doit se déplacer sur le site des travaux concerné - qui sera indiqué dans la demande de devis. En présence du maître d'ouvrage, ce rendez-vous a pour objet d'apprécier les travaux et prestations à effectuer.

Le titulaire doit répondre dans les délais contractuels suivants (hors urgence) :

- Rendez-vous sur site des travaux : dans le délai de 3 jours maximum à compter de la date d'envoi de la demande de devis par le maître d'ouvrage
 - o Le titulaire doit contacter le maître d'ouvrage afin que le rendez-vous se déroule dans le délai imparti.
- Transmission du devis par le titulaire au maître d'ouvrage : dans le délai de 10 jours maximum à compter de la date d'envoi de la demande de devis par le maître d'ouvrage
 - o Le titulaire s'engage à fournir un devis établi sur la base des prix du bordereau de prix unitaires remis lors de l'accord-cadre, en reprenant les intitulés du BPU et les numéros d'articles.

Si le titulaire de rang 1 est dans l'incapacité de répondre à la demande, il en avise rapidement (par courriel) le maître d'ouvrage. Dans ce cas, le maître d'ouvrage sollicite le titulaire de rang 2.

Si le titulaire de rang 1 n'a pas répondu dans l'un des délais précités, le maître d'ouvrage sollicite alors le titulaire de rang 2. Dans ce cas, simultanément à cette deuxième demande, le maître d'ouvrage signifie, par courriel, au titulaire initialement sollicité que la demande est annulée.

La procédure de saisine du titulaire de rang 3 est identique aux modalités ci-dessus.

5.1.1 Cas particulier des travaux urgents

L'urgence est caractérisée dès lors que les travaux projetés permettent de remédier à une atteinte grave au fonctionnement du service public hospitalier psychiatrique. Le maître d'ouvrage apprécie l'urgence en fonction des informations en sa possession et en prenant en compte les exigences et spécificités d'un établissement de santé psychiatrique. Le recours aux travaux urgents par le maître d'ouvrage est marginal.

L'urgence implique une grande réactivité. Aussi, le maître d'ouvrage contacte, par téléphone, le titulaire de rang 1, pour notamment lui exposer le motif de sa demande et la nature de la réparation (puis confirme, par courriel, sa demande).

Le titulaire de rang 1 est tenu d'intervenir dans le délai de 24 heures maximum. En cas de retard, il s'expose à une pénalité fixée à l'article 17.1 du présent CCAP.

Aux fins de régularisation, le devis devra être adressé au maître d'ouvrage et établi sur la base des prix du BPU de l'accord-cadre remis par le titulaire. Si des prix sont hors bordereau, il sera fait application des modalités fixées à l'article 12.2 (Prestation A) du présent CCAP.

Avant toute remise de devis, le titulaire et le maître d'ouvrage constateront d'un commun accord le nombre d'heures du ou des personnel(s) qualifié(s) ou non que les travaux urgents auront nécessité.

5.1.2 Durée de validité du devis

A réception du devis, le maître d'ouvrage dispose d'un délai maximum de 15 jours pour notifier le bon de commande correspondant valant acceptation du devis. Passé ce délai, le titulaire n'est plus tenu au maintien de son offre.

5.1.3 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux comprend notamment la période de préparation de chantier, la réalisation des travaux, le repliement des installations de chantier, la remise en état des installations des terrains et des lieux, les opérations préalables à la réception et la réception.

Le délai d'exécution des travaux est de 10 jours maximum à compter de la réception du bon de commande. Ce délai ne s'applique pas pour les travaux urgents décrits au 5.1.1 du présent CCAP et pour lesquels le délai d'exécution est fixé à 24 heures à compter de la date de la demande d'intervention.

5.1.4 Dérogation à l'exclusivité

Lorsqu'aucun des titulaires n'est en mesure de répondre dans les délais contractuels, le maître d'ouvrage n'est plus lié à l'accord-cadre pour la demande concernée et peut s'adresser à une entreprise de son choix. Il doit pouvoir présenter la preuve de non capacité (ou refus) de tous les titulaires à satisfaire sa demande.

5-2 PRESTATION B

Travaux de sol souple, peinture et protection murale nécessitant une expertise technique du maître d'ouvrage pour les commandes d'un montant égal ou supérieur à 15 000 € HT.
(Conditions cumulatives sur l'objet et le montant)

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après mise en concurrence des titulaires du lot concerné. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

L'offre la plus avantageuse sera appréciée sur la base des critères suivants : le prix et la valeur technique appréciée au vu des moyens humains et matériels, des délais d'exécution, de la méthodologie en site occupé.

Les modalités de la procédure sont les suivantes :

- 1) Le maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre met en concurrence, par courriel, les titulaires de l'accord cadre.
- 2) Les titulaires disposent du délai indiqué dans la lettre de mise en concurrence pour transmettre leur offre au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre par courriel. Les titulaires remis en concurrence établiront leur offre sur la base du dossier de la consultation spécifique qui leur est adressée (CCTP ou cahier des charges, DPGF, ...)
- 3) Les titulaires devront se déplacer sur le site des travaux concerné et à la date de visite indiqués dans la lettre de consultation. En présence du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, ce rendez-vous a pour objet d'apprécier les travaux et prestations à effectuer.
- 4) Le maître d'ouvrage informera les attributaires non retenus au marché subséquent ainsi que le titulaire attributaire pour la prestation, objet de la lettre de consultation.
- 5) La notification du marché subséquent s'effectue par l'émission d'un bon de commande prescrivant la date de démarrage des travaux/prestations ainsi que le délai d'exécution au titulaire retenu.

5.2.1 Durée de validité des offres (marchés subséquents)

A réception de la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage dispose d'un délai maximum de 120 jours pour notifier le bon de commande correspondant valant acceptation du devis. Passé ce délai, le titulaire n'est plus tenu au maintien de son offre.

5.2.2 Délai d'exécution (marchés subséquents)

Le délai d'exécution des travaux comprend notamment la période de préparation de chantier, la réalisation des travaux, le repliement des installations de chantier, la remise en état des installations des terrains et des lieux, les opérations préalables à la réception et la réception.

Le délai d'exécution des travaux est de 15 jours maximum à compter de la réception du bon de commande ou de l'ordre de service sauf à ce que la lettre de la consultation pour le marché subséquent prévoit d'autres dispositions.

ARTICLE 6 - GENERALITES POUR TRAVAUX

Les conditions consenties par les attributaires doivent tenir compte des indemnités de repas et de déplacement.

D'une manière générale, aucune sujétion de « temps perdu » ne sera retenue, sauf si un arrêt des travaux est demandé par le maître d'ouvrage.

Les travaux exécutés exceptionnellement en dehors des heures et jours normalement travaillés, à la demande du maître d'ouvrage, bénéficieront d'une majoration de :

- 100% sur le prix horaire tel que défini ci avant pour les heures de nuit (de 21 heures à 6 heures du matin), travail du dimanche ou jours fériés.
- Le samedi est considéré comme un jour ouvré.
- 50% sur le prix horaire tel que défini ci avant pour les heures de 18 heures à 22 heures.

6.1 CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants dont le choix n'est pas laissé au titulaire. Pour les marchés subséquents, des documents particuliers pourront déroger, de manière expresse, aux dispositions du CCTP.

ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE : INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

7.1 OBJET DE L'INSERTION

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a inclus dans l'exécution de l'accord-cadre pour le présent lot une obligation d'action d'insertion par l'activité économique.

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire de rang 1 du lot « Sol souple, peinture, protection murale » s'engage à réserver un nombre d'heures de travail à une ou plusieurs personnes éligibles.

7.2 LES PERSONNES ELIGIBLES A LA CLAUSE D'INSERTION

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Sont notamment concernés :

- Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) en recherche d'emploi
- Demandeurs d'emploi de longue durée (+ de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois)
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- Publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L 5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité (AI)
- Les personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionné à l'article L5132-4 du Code du travail
- Les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (infra niveau 3, soit inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois
- Les personnes prises en charges dans des dispositifs particuliers, notamment les établissements publics d'insertion de la défense (EPIDE), les écoles de la deuxième chance (E2C)
- Les personnes ayant le statut de réfugié
- Les personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des PLIE, des missions locales, de Cap Emploi ou des MDPH

7.3 LES MODALITES DE MISES EN ŒUVRE DE LA CLAUSE SOCIALE

Il s'agit, pour l'attributaire de rang 1 retenu, de réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de l'accord-cadre, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies dans le présent CCAP et l'annexe 2 de l'acte d'engagement du lot.

Le titulaire de rang 1 du marché du lot s'engage à réserver, a minima, le nombre d'heures de travail suivant : 25 h/an sur toute la durée de l'accord-cadre.

Le nombre d'heures d'insertion s'apprécie au regard des prestations A et B confondues.

7.4 LE CONTROLE DE L'ACTION D'INSERTION

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du rang 1 s'est engagé. Les modalités des contrôles de l'exécution sont indiquées dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement du présent lot.

ARTICLE 8 - PIECES INITIALES ET D'EXECUTION DU MARCHE

8.1 PIECES CONTRACTUELLES INITIALES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TRAVAUX, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE),
 - o Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) relatif à la prestation A
 - o L'annexe 2 relative à la mise en œuvre des clauses sociale d'insertion
 - o Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'EPSM fait seul foi
 - o La liste des sites concernés (Annexe n°1 au CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et les documents de référence contractuels qu'il vise, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'EPSM fait seul foi
- Le cadre de réponse valant mémoire technique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCAG 2021) (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021)
- Les documents techniques unifiés (normes NF DTU)
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG), les normes et/ou spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels applicables aux travaux en vigueur,

Les clauses propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur sa documentation (notamment dans les conditions générales de vente) et contradictoires avec les documents contractuels (notamment CCAP, CCTP et CCAG Travaux) ne s'appliqueront pas. Ces clauses sont réputées non écrites.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes ci-dessus ainsi que des lois, décrets, règlements ou directives (la réglementation) de droit national, communautaire ou international régulièrement publiés et affectant le présent marché.

8.2 PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHE

8.2.1 Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié par avenant conformément aux articles L 2194-1 et R 2194-1 et suivants du Code de la commande publique. Ces modifications peuvent porter sur :

- Un ajout, une suppression de matériels au BPU ; chaque modification fera l'objet d'une modification sur la base des prix issus du marché
- Un ajout, une suppression de travaux de réparation ou d'entretien au BPU ; chaque modification fera l'objet d'une modification sur la base des prix issus du marché
- Un ajout/suppression d'un cotraitant
- Un changement d'indice de révision de prix
- Ajout/retrait d'un site
- La clause sociale

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen.

8.2.2 Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence

Le présent marché pourra être complété par la passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R 2122-3, R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la commande publique.

8.3 PIECES DELIVREES AU TITULAIRE

Le marché est établi en un seul original conservé par le maître d'ouvrage qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au titulaire du marché.

8.4 NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au maître d'ouvrage l'EPSM Georges DAUMEZON, Cellule marchés de travaux, natacha.delic@epsm-loiret.fr

Il lui sera remis une copie de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée, ou un certificat de cessibilité.

ARTICLE 9 -OBLIGATION DU TITULAIRE

9.1 CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Dans le cadre du présent accord-cadre, toute personne intervenant sur le site du maître d'ouvrage et/ou les bâtiments extérieurs qui lui sont rattachés, est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L. 11104 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

Les titulaires doivent informer leurs sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Il est interdit aux titulaires et aux ouvriers d'entrer en communication avec le personnel, les hospitalisés. Ils devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'établissement.

9.2 CONTRAINTES DE TRAVAIL EN SITE OCCUPE

Le titulaire devra installer, à ses frais, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, pour satisfaire aux divers règlements de police, plans de prévention ainsi que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations de son marché, ni pour élever de réclamations des sujétions qui peuvent être occasionnées par l'exploitation normale du domaine public et des services publics, et notamment par la présence et le maintien de canalisations, conduites, câbles de toute nature, ainsi que par les chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations sauf les exceptions expressément énumérées sur le bon de commande.

Sauf stipulations contraires dans le bon de commande, le titulaire fait son affaire des lieux de stockage.

Une partie importante des travaux pouvant s'exécuter pendant les périodes normales de congés payés, l'entreprise titulaire s'engage à maintenir les équipes suffisantes sur les chantiers, quelle que soit la période d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les réparations dues pour dégradations des voies publiques sont à la charge totale du titulaire.

Compte tenu des spécificités d'un établissement de santé psychiatrique, il est exigé de la part du titulaire et du personnel qu'il affecte aux chantiers une vigilance extrême sur la gestion de leurs matériels et matériaux afin de ne pas les laisser sans surveillance.

ARTICLE 10 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

La prolongation des délais dans les conditions définies au présent article est sans incidence financière sur le montant de la rémunération due au titulaire en application du présent accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions et modalités fixées aux dispositions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux. Pour les cas énoncés aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux, la prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service.

Le titulaire est tenu de signaler, dans les 48 heures et par écrit, au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les cas éventuels de prolongation de délais et informer des possibilités de poursuivre ou non les travaux. Il indique la durée de la prolongation demandée.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Quel que soit le cas de prolongation, le titulaire devra démontrer au maître d'ouvrage qu'il a accompli ses meilleurs efforts pour éviter ou minimiser le retard induit.

En vue de l'application éventuelle d'intempéries au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux seront prolongés du nombre de jours réellement constatés au cours duquel le travail a été arrêté du fait des intempéries.

Pour l'application éventuelle d'une prolongation en cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaires ainsi qu'en cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, les conditions atmosphériques (gel, neige, pluie, inondation ...) doivent dépasser l'intensité limite et sa durée de l'un des critères suivants et entraîner l'arrêt de travail sur le chantier :

- Température sous abri inférieure ou égale à 0°C à 10h du matin
- Vitesse du vent dépassent la vitesse de 60 km/h pendant plus d'une heure/jour
- Précipitations cumulées égales à 10 mm d'eau ou 30mm de neige pendant la journée. Précipitation moyenne sur 2 jours consécutifs, égale à 10mm d'eau ou à 30mm de neige (2 journées d'intempéries décomptées)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de :

Orléans – Bricy, pour la délivrance d'une attestation de relevés météorologiques

<https://www.infoclimat.fr/observations-meteo/temps-reel/orleans-bricy/07249.html>

ARTICLE 11 - PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet

ARTICLE 12 - PRIX DU MARCHÉ

12.1 CONTENU DU PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages

- les sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages d'autres corps d'état
- Les dépenses communes de chantier

Le titulaire doit également prendre en compte pour l'établissement de son devis/offre :

- Les délais d'études,
- Les délais de réalisation,
- Les délais d'approvisionnement des matériaux,
- Les difficultés inhérentes aux interventions en site occupé,
- Les difficultés d'intervention en site hospitalier,
- Les contraintes vues lors de l'établissement du devis (accès, horaire d'intervention, ...)
- De l'exécution simultanée d'autres travaux,
- Les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, telles que déclinées à l'article 7 du C.C.A.G./travaux,
- Les mesures de sécurité incombant à l'entreprise conformément à la réglementation en vigueur,
- Les mesures nécessitées pour le fonctionnement de l'établissement telles que les directives générales de fonctionnement de l'établissement données par le directeur de l'établissement,

Les prix tiennent compte également des spécificités du CCTP décrites dans les lots. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage sauf l'eau et l'électricité.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

Le coût d'établissement des devis/offre est compris dans les prestations dues par le titulaire au titre du présent accord-cadre et l'absence d'acceptation d'un devis ne donne lieu à aucune indemnisation.

Les titulaires sont tenus de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre pour chaque commande et pour chaque marché subséquent. Ils ne pourront élever aucune réclamation après la signature du marché (correspondant à la signature du bon de commande). Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son devis/offre et le calcul de son prix.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de corriger un devis dans les hypothèses suivantes :

- les quantités ne sont pas conformes à la demande du maître d'ouvrage
- une erreur matérielle entre les prix du BPU et du devis (pour la prestation A)

12.2 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Pour les prestations A

Les prestations / travaux sont réglés à prix unitaires sur la base du BPU remis par les attributaires de l'accord-cadre lors de la procédure. Dans ce cadre, le titulaire doit appliquer la remise pour chaque devis conformément à son offre.

Pour appliquer la remise correspondante, le titulaire calcule le montant total € HT cumulé correspondant aux commandes déjà effectuées par l'EPSM auprès de l'attributaire concerné sur une année.

Pour la 1^{ère} année, la date du début d'année est fixée à la date de notification de la décision d'attribution de l'accord cadre, et pour l'année suivante, à sa date anniversaire.

Les tranches de remise sont au nombre de 3 (R1 – R2 – R3) déclinées comme suit :

- R1 - Remise calculée pour un montant cumulatif sur l'année inférieure à 15000 €HT
- R2 - Remise calculée pour un montant cumulatif sur l'année compris entre 15000 et 50 000€ HT
- R3 - Remise calculée pour un montant cumulatif sur l'année supérieur 50 000€ HT

En ce qui concerne les références non présentes au BPU, les prestations sont réglées sur prix d'achat remis obtenu par le Titulaire majoré du coefficient de peines et soins (CPS) contractuel prévu au BPU et sur production de la facture d'achat correspondante.

Dans le cas de travaux et/de prestations non prévues au BPU, les devis devront obligatoirement décomposer les fournitures ou actions nécessaires à leur réalisation.

Le titulaire sollicité devra fournir obligatoirement sa facture de fourniture « hors bordereau » afin de vérifier le montant précisé au devis. Le chiffrage sur « prix catalogue » est strictement interdit.

Dans tous les cas où une assimilation avec l'un des articles du BPU sera possible, cette solution devra être privilégiée.

Pour les prestations B

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après mise en concurrence des titulaires du lot. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin. Un dossier de consultation sera adressé à chaque attributaire du lot.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global et forfaitaire.

12.3 MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Pour la prestation A, les prix des BPU sont fermes la première année d'exécution et révisables à la date anniversaire.

La date d'établissement des prix est la date du mois de dépôt de l'offre, cette date constitue le mois zéro.

En cas de demandes de prestations non référencées sur les bordereaux de prix, le coefficient de peines et soins indiqué par le titulaire dans le BPU s'applique pour la durée de l'accord cadre. Il n'est pas révisé.

12.3.1 - Actualisation des prix

Les prix sont actualisables par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

- $C_n = (BT01(d-3) / BT01(o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

12.3.2 - Révision des prix et indices de références par lot (pour la prestation A)

Une révision des prix est déterminée annuellement :

Lots	Libellés	Indices de références	Indices
4	Sol souple, peinture	Index du bâtiment - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010	BT46

Selon la formule de révision suivante : $P = P_o * (0.125 + 0.875 * BT_n / BT_o)$

- P = nouveau prix
- P_o = prix initial
- BT_o = valeur de l'index de référence mois zéro de remise des offres
- BT_n = valeur de l'index de référence le dernier connu au mois M
Le mois M pour la révision est le mois de la remise des offres
- L'index de référence BT_n, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE

Les valeurs résultantes des calculs comportent 3 décimales.

En cas de suppression de l'indice, un avenant indiquera l'index officiel de substitution ou par défaut un index choisit par l'acheteur.

ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

13.1 AVANCE

Il n'est pas prévu d'avance pour les marchés relatifs aux prestations A.

Pour les marchés relatifs aux prestations B, une avance pourra être accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du Code de la commande publique. Les modalités seront précisées dans les documents de la consultation relatifs aux marchés subséquents.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'une personne publique, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

ARTICLE 14 - DELAI DE PAIEMENT - REGLEMENT DES COMPTES

14.1 DELAI DE PAIEMENT

En application de l'article 1 – alinéa 2 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de paiement prévu au 1er alinéa de l'article 37 de la loi du 28 janvier 2013 est fixé à 50 (cinquante) jours pour les établissements publics de santé à réception de la facture et sous réserve de la réception définitive (service fait) des prestations.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires et d'une indemnité pour recouvrement des frais. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

14.2 REGLEMENT DES COMPTES

14.2.1 Acompte mensuel

Pour la prestation A, par dérogation aux articles 12.1 et 12.2 du C.C.A.G Travaux, les dispositions suivantes sont applicables : le présent accord-cadre ne donne pas lieu à décomptes mensuels,

Pour la prestation B, le présent accord-cadre peut donner lieu à décomptes mensuels, dans les conditions fixées dans les marchés subséquents.

Le montant de l'acompte ne pourra pas être supérieur à 80.00% de la valeur des travaux pendant le mois concerné.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix afférents au solde.

14.2.2 Décompte définitif

Les décomptes définitifs correspondent à chaque bon de commande ou ordre de service et indiquent :

- La facture et le détail du montant facturé,
- Le bon de commande « original » signé et accepté par le titulaire accompagné du devis,

Les décomptes seront remis au plus tard dans un délai de trente (30) jours à compter de la date constatée de la fin des travaux. Pour une prise en compte optimale des mémoires de travaux en fin d'année, il est demandé au titulaire la remise de l'ensemble des mémoires avant le début du mois de décembre

14.3 ETABLISSEMENT DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement doivent être obligatoirement adressées au maître d'ouvrage de manière dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessite la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format PDF.

Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage est le suivant : **264 500 042 00017**

La facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le code service : TRAVAUX ;
- le numéro d'engagement : numéro du bon de commande concerné ;
- le numéro du marché (facultatif) : communiqué ultérieurement ;
- le numéro de la facture ;
- le nom ou la raison sociale et l'adresse du créancier ;
- le nom de l'organisme débiteur ;
- le numéro de SIRET ou SIREN/ répertoire du commerce ou des métiers ;
- le montant des prestations admises et le cas échéant diminué des réfections ;
- l'attestation de fin de travaux signée par le titulaire et le maître d'ouvrage ;
- Les références du compte bancaire ou postal indiquées sur la facture doit être rigoureusement identiques à celles indiquées dans l'acte d'engagement.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le maître d'ouvrage peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le maître d'ouvrage de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système)

14.4 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 15 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

15.1 PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

15.1.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Réunion de chantier

Afin de coordonner les travaux, le maître d'ouvrage organisera régulièrement des réunions de chantier, les attributaires sont tenus de venir à chaque réunion de chantier ou ils seront convoqués. Une absence à une seule réunion entraînera l'application des pénalités de retard prévues à l'article 17 du présent CCAP.

15.1.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les travaux sont soumis à plan de prévention dès lors qu'ils sont réalisés sur l'ensemble des sites de l'EPSM. Il est à mettre à jour chaque année avec le responsable du service assistance sécurité.

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération.

Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux.

Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

En cas de bon de commande dont les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ou le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité simplifié ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier : dans les 5 jours qui suivent la notification du bon de commande ou le début de la période de préparation si les travaux du bon de commande en prévoit une ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

15.2 ETUDES D'EXECUTION

Les plans seront à la charge des attributaires des marchés, ils seront remis sous format PDF et DWG au maître d'ouvrage et le cas échéant au bureau de contrôle, pour validation. Le chiffrage des études techniques, devis, et modalité de mise en œuvre seront inclus dans les prix bordereau.

15.3 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

15.3.1 Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

15.3.2 Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Le balisage et le signalement des travaux à l'intérieur des bâtiments seront réalisés par les attributaires sans surcoût.

15.4 DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

15.4.1 Gestion des déchets de chantier

Le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le titulaire est tenu de respecter les obligations mis à sa charge dans le CCTP du lot auquel il est attributaire.

Une fois le chantier terminé, un nettoyage des zones concernées par les travaux devra être fait à la charge de l'attributaire. Le nettoyage pourra le cas échéant concerner également les accès empruntés par les ouvriers. Si le nettoyage n'est pas réalisé pour la réception des travaux, les titulaires se verront appliquer les pénalités de retard stipulées à l'article 17 du présent CCAP.

15.4.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard dans le repliement des installations de chantier au-delà de la date de réception de chantier, les attributaires s'exposeront aux pénalités décrites à l'article 17 du présent CCAP.

15.4.3 Documents à fournir après exécution

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

La mise à jour des plans en fin de chantier pour recollement devra également être réalisé, un dossier DOE comportant l'ensemble des documents nécessaires à l'installation (plan, fiche technique, notice...) devra être remis à l'EPSM 20 jours au plus tard après l'achèvement des travaux. En cas de retard, les Titulaires s'exposent aux pénalités décrites à l'article 17 du présent CCAP.

15.5 RECEPTION DES TRAVAUX

15.5.1 Réception des travaux

Par dérogation de l'article 41 du CCAG-travaux, les réceptions de travaux seront réalisées selon les modalités suivantes :

- Demande, par courriel, au maître d'ouvrage la réception des travaux
- Constat sur place de l'achèvement des travaux
- Signature des deux parties d'un formulaire attestant l'achèvement des travaux comprenant les éventuelles réserves

La date faisant foi pour l'achèvement des travaux est celle du constat signé entre les titulaires et le maître d'ouvrage.

15.5.2 Réception partielle

La fixation d'un délai d'exécution distinct du délai d'exécution de l'ensemble des travaux implique une réception partielle de cette partie d'ouvrage.

Les stipulations de l'article 41 s'appliquent aux réceptions partielles sous réserve des articles 42.3 et 42.4 du CCAG Travaux. Le délai de garantie court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

ARTICLE 16 - DELAI DE GARANTIE

16.1 PARFAIT ACHEVEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2, d'un an à compter de la date d'effet de la réception. Le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement.

L'entrepreneur est tenu d'être présent aux différentes visites effectuées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre dans le cadre du parfait achèvement. S'il n'intervient pas dans le délai demandé par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, une mise en demeure lui sera adressée.

Si l'entrepreneur ne défère pas à la mise en demeure, une mise en régie à ses frais et risques peut être ordonnée. Pour ce faire, il est procédé à un constat de carence où l'entrepreneur sera convoqué. Un procès-verbal sera alors établi, signé des parties présentes et notifié à l'entrepreneur. Ce dernier peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin. Après l'expiration d'un délai d'un mois suivant la notification de la décision de mise en régie, la reprise des travaux sera réalisée par un autre entrepreneur.

La dépense sera alors prélevée sur la retenue de garantie du titulaire ou dans le cadre de la garantie à première demande, le maître d'ouvrage demandera à la banque du titulaire de lui verser la somme dans la limite du montant garanti. Dans les deux cas, si le montant des travaux repris est supérieur aux 5% du marché garantis par la garantie à première demande ou par la retenue de garantie, le titulaire devra verser au maître d'ouvrage la différence.

16.2 GARANTIE DECENNALE

Pendant 10 ans à compter de la réception définie aux articles 1792 et 2290 du Code Civil, et concernant tous les dommages même résultant d'un vice du sol, qui :

- ✓ Compromettent la solidité de l'ouvrage
- ✓ Affectent l'ouvrage dans un de ses éléments d'équipements ou un de ses éléments constitutifs le rendant impropre à sa destination.

Conformément à l'article 1792.2, cette garantie de 10 ans est étendue aux dommages qui affectent la solidité des équipements lorsque ceux-ci font indissociablement corps avec les ouvrages : de fondations, d'ossature, de clos et de couvert.

16.3 DELAIS DE REPRISE ET REPARATION

Il est expressément convenu que les délais de début d'intervention de l'entreprise présumée responsable d'un désordre ne pourront pas dépasser :

- 8 jours au maximum dans les cas urgents (ouvrages présentant un danger pour la sécurité du personnel ou des visiteurs, fuites, arrêt de fonctionnement d'un appareil ou d'un équipement)
- 15 jours dans les autres cas (sauf impossibilité matérielle démontrée)

Les délais ainsi précisés intéressent les garanties de parfait achèvement et de bon fonctionnement.

Passé ces délais, et après mise en demeure restée infructueuse, les travaux pourront être exécutés aux frais et aux risques de l'entrepreneur défaillant.

Pour les travaux résultant de la garantie de 10 ans, l'entreprise présumée responsable devra justifier dans un délai maximum de 8 jours qu'elle a adressé à ses assureurs toutes les déclarations et précisions nécessaires pour la prise en charge de ces travaux, et ce, dans les conditions prévues par sa police d'assurance, notamment en ce qui concerne le délai de déclaration de sinistre

ARTICLE 17 - PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2. du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.4 et 19.3 du CCAG-Travaux, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'Ouvrage. Les pénalités de retard sont donc appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

17.1 PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10% du montant total HT du bon de commande.

Lorsque le titulaire perd la priorité résultant du mécanisme de « la cascade », en cas de dépassement des délais contractuels, le maître d'ouvrage renonce à l'application de pénalités pour retard à l'exception des commandes motivées par l'urgence.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, les pénalités suivantes sont applicables :

Pénalités	Valeurs € nets de toute taxe	Précisions
Tout retard d'exécution	50 €	Pénalité par jour calendaire de retard
Pénalités de retard spécifiques ci-après pour certains retards d'exécution		
Retard d'exécution pour les réparations d'urgence	50 €	Pénalité par heure de retard
Retard dans la remise des DOE (plans travaux, fiches techniques)	50 €	Pénalité par jour calendaire de retard
Retard dans le nettoyage du chantier	50 €	Pénalités par jours calendaires de retard
Retard dans le repliement des installations de chantier	50 €	Pénalité par jour calendaire de retard
Retard aux réunions de chantier ou de travail	50 €	Pénalité par réunion
Retard dans les réponses au bureau de contrôle ou au coordinateur de sécurité	100 €	Pénalité par jour calendaire de retard
Retard dans la remise du PPSPS ou du PDP au CSPS	100 €	Pénalité par jour calendaire de retard

17.2 AUTRES PENALITES SPECIFIQUES

Pénalités	Valeurs € net de taxe	Précisions
Absence d'offre au marché subséquent (Prestation B uniquement)	400 €	Pénalité par offre non remise
Sous-traitance non déclarée	1 000 €	1 000 € par constat
Absence aux rendez-vous de chantier	50 €	50 € par absence / rdv
Travail dissimulé	1 000 €	Pénalité par travailleur dissimulé (sans toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé).
Défaut de nettoyage en fin de chantier	250 €	Pénalité forfaitaire
Non-respect des obligations de transmission de pièce dans le cadre de la clause sociale d'insertion (prévues à l'annexe 2 de l'acte d'engagement)	200 €	Pénalité pour le présent lot Pénalité forfaitaire par jour de retard

Non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser	100 €	Pénalité pour le présent lot Pénalité forfaitaire par nombre d'heure d'insertion non réalisée
---	-------	--

ARTICLE 18 – RESILIATION

Il sera fait application des articles 49 à 54 du CCAG Travaux.

ARTICLE 19- DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au Titulaire du marché de contacter le greffe du :

Tribunal Administratif d'Orléans
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex
Téléphone : 02.38.77.59.00
Télécopie : 02.38.53.85.16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Il est dérogé au CCAG/Travaux pour les articles suivants :

CCAP	CCAG Travaux
8.1	4.1
15.5.1	41
17	19.2 – 19.2.2 – 19.2.3 – 19.2.4 – 19.3